

émalec rue du Chapoly 69290 SAINT GENIS LES OLLIERES Tél. 0890.805.855 - Fax. 0821.805.856 mail : contact@emalec.com SAS au capital de 150 000 Euros SIRET 423 831 437 00037 RCS Lyon - APE 4321A N° TVA Intra en France : FR87423831437 / encaissements	LETTRE Page1/1		
	Simple		
	Compte	Numéro	Date
	99	L650390	02/02/2015
Destinataire			
Vos références : EMALEC			
Objet : Attestation d'emploi de travailleurs étrangers au regard des articles D8254-2 et L5221-2 du Code du Travail			

Monsieur,

Je soussigné Mr Jean JULLIEN agissant en qualité de Président, de la société SAS EMALEC immatriculée sous le numéro SIRET 423 831 437 00037, dont le siège social est sis Rue du Chapoly - 69290 Saint Genis les Ollières,

Atteste sur l'honneur que :

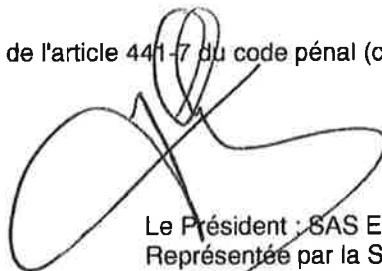
1. La société emploie deux salariés de nationalité étrangère entrant dans le cadre des articles D8254-2 et L5221-2 du code du travail:

- Monsieur de nationalité Marocaine embauché le () Carte de résident N°() du au
- Monsieur de nationalité Turc embauché le J. Titre de séjour N° du () au

2. Dans le cas où cette situation changerait, la société s'engage lors du renouvellement, des documents obligatoires, imposé par l'article L. 8222-1 du code du travail à déclarer ses salariés étrangers dans les conditions établies par les articles D8254-2 et L5221-2 du code du travail.

Je déclare avoir pris connaissance de l'article 441-7 du code pénal (ci-dessous)

Fait le 02 Février 2015



Le Président : SAS EMALEC Développement,
Représentée par la Sarl DES OLLIERES,
Représentée par son gérant : Jean JULLIEN

Article 441-7 Code Pénal

" Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait :

1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;

2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;

3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui ".